

ARRÊTÉ N° 2024-031
PRESCRIVANT LA NUMÉROTATION DES HABITATIONS

LE MAIRE DE SAVIGNÉ-SUR-LATHAN,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2213-28,

Vu l'article R 610-5 du code pénal qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{ère} classe,

Considérant que la numérotation des habitations constitue une mesure de police générale que seul le maire peut prescrire,

Considérant que dans les communes où l'opération est nécessaire, la numérotation des maisons est exécutée à la charge de la commune,

ARRÊTE

Article 1^r : Il est prescrit la numérotation suivante sur la rue des Trois Grands :

N° immeuble	Parcelle
51	ZB 111

Article 2 : Il est prescrit la numérotation suivante sur la rue des Cormiers :

N° immeuble	Parcelle
625	ZR 125
725	ZR 115
770	ZR 116

Article 2 : Il est prescrit la numérotation suivante sur la route de Brebure :

N° immeuble	Parcelle
20	ZR 138

Article 4 :

Le numérotage est matérialisé par l'apposition, sur la façade de chaque maison ou mur de clôture ou boîte aux lettres, d'une plaque en alu plat plaqué, portant en chiffres arabes, inscrits en bleu sur fond blanc, le numéro de l'habitation.

Article 5 : Les frais de premier établissement et de renouvellement, pour cause de changement de série, du numérotage, sont à la charge du budget communal.

Article 6 : Les frais d'entretien et, hors le cas de changement de série, de réfection du numérotage, sont à la charge des propriétaires qui doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leurs maisons soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières.

Article 7 : Les numéros doivent toujours rester facilement accessibles à la vue. Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, mettre obstacle à leur apposition, ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés.

Article 8: Aucun numérotage n'est admis que celui prévu au présent règlement. Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale.

Article 9 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

Article 10: Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée

- à la Préfecture d'Indre-et-Loire,
- à la DGFIP,
- à la Poste,
- au SDIS 37,
- au service des Eaux/Assainissement de la Communauté de Communes Touraine Ouest Val de Loire,
- à M. Le commandant de Gendarmerie de Savigné-sur-Lathan.
- A Fibre val de Loire

Savigné-sur-Lathan, le 22 avril 2024

Patrick MARIN,
L'adjoint

